



Une constitution seulement pour une UE du marché intérieur ?

Les chefs de gouvernement devraient aussi penser aux référendums à venir

Bruxelles, 17.06.2004

La faible participation lors des élections européennes et les résultats obtenus par les partis eurosceptiques l'ont montré: le processus d'union européenne, le projet de paix le plus couronné de succès dans le monde entier, a perdu une grande partie de son attrait.

Quel citoyen soutient donc une union qui publiquement est en grande partie unilatéralement perçue comme une protectrice du marché, de la privatisation et de la concurrence?

Si la constitution ne change pas clairement d'orientation et ne montre pas la vraie importance des valeurs communes, de l'union politique et de l'Europe sociale, l'échec de tout le projet est inévitable à long terme. Aucune formation politique ne peut durer éternellement sans la vaste acceptation des citoyennes et des citoyens.

C'est pourquoi l'Union européenne des travailleurs démocrates-chrétiens revendique désormais à la seconde tentative que

- 1. la Constitution ne soit pas en arrière en ce qui concerne le caractère engageant de la Charte des droits fondamentaux. Des astuces juridiques qui en fin de compte rendent cette charte superflue mèneront inévitablement au rejet de toute la Constitution lors des référendums prévus. Les chefs d'État et de gouvernements sympathisants de l'Europe ne devraient pas consentir à ces petits jeux des adversaires de l'Europe**
- 2. une référence à l'héritage chrétien soit intégrée dans la Constitution**
- 3. la constitution ne soit pas en arrière par rapport au niveau actuel des traités européens (exemple: le texte actuel du traité „un haut niveau de sécurité sociale“ et le texte proposé : „une sécurité sociale convenable“)**
- 4. les conclusions de la convention en ce qui concerne l'Europe sociale restent valables (comme exemple: l'article I.3: le plein emploi, à reprendre aussi dans la III^{ème} partie – clause sociale-)**

Finalement, il est indispensable à plus long terme de remanier les questions de procédure concrètes (III^{ème} partie de la constitution en s'inspirant des valeurs et des objectifs prescrits dans la I^{ère} partie. L'UE doit avoir plus de capacité d'action dans tous les domaines (par exemple, protection sociale, protection des consommateurs, protection de l'environnement) où elle peut offrir une plus value européenne. Le passage à davantage de décisions majoritaires est ici inéluctable.

Il ne faut pas donner aux citoyennes et aux citoyens l'impression que la constitution est en arrière par rapport au niveau actuel de l'Europe sociale. Au moment de se prononcer sur le texte de la constitution ce vendredi, les référendums à venir devraient être pris en compte.

L'Union Européenne des Travailleurs Démocrates-Chrétiens (UETDC) regroupe 23 organisations de travailleurs dans 15 pays d'Europe et est associée au Parti Populaire Européen (PPE).

Responsable : Christoph Weisskirchen, Secrétaire Général.

Tel 0032 2 285 4164, Fax 0032 2 285 4141 e-mail: euclidw@evppe.be, homepage: www.euclidw.org